



Rubrique: Inscriptions au registre du commerce

Sous-rubrique: Nouvelle inscription

Date de publication: SHAB - 07.08.2019

Numéro de publication: HR01-1004691631

Canton: NE

Entité de publication:

Bundesamt für Justiz (BJ), Eidgenössisches Amt für das Handelsregister, Bundesrain 20, 3003 Bern

Nouvelles entrées SWISS CRYPTO & CASH SA, La Chaux-de-Fonds

SWISS CRYPTO & CASH SA
Avenue des Eplatures 36
2300 La Chaux-de-Fonds

Forme juridique: Société anonyme

IDE: CHE448691798

Siège: La Chaux-de-Fonds

Objectif

en Suisse et à l'étranger, exploitation d'un ou plusieurs bureaux de change, y compris cryptomonnaies (monnaies électroniques); à l'exclusion de toutes opérations prohibées par la Loi fédérale du 16 novembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) (pour but complet, cf. statuts).

Registre journalier no 2476 du 02.08.2019

Registre responsable: Registre du commerce du Canton de Neuchâtel

Révision:

Renonciation à la révision

SWISS CRYPTO & CASH SA, à La Chaux-de-Fonds, avenue des Eplatures 36, c/o Safet Hyseni, 2300 La Chaux-de-Fonds, CHE-448.691.798. Nouvelle société anonyme. Statuts du 23.07.2019. But: en Suisse et à l'étranger, exploitation d'un ou plusieurs bureaux de change, y compris cryptomonnaies (monnaies électroniques); à l'exclusion de toutes opérations prohibées par la Loi fédérale du 16 novembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) (pour but complet, cf. statuts). Capital-actions: CHF 100'000, entièrement libéré, divisé en 100 actions de CHF 1'000, nominatives. Organe de publication: Feuille officielle suisse du commerce. Communications aux actionnaires: par courrier écrit aux actionnaires inscrits sur le registre des actions. Hyseni Safet, de et à La Chaux-de-Fonds, est administrateur unique avec signature individuelle. Selon déclaration du 23.07.2019, la société n'est pas soumise à un contrôle ordinaire et a renoncé à un contrôle restreint.

L'entité juridique mentionnée a été inscrite au registre du commerce et jouit de la capacité juridique.

Publication selon les art. 9 et 35 ORC.